

Grève du 14 février et interpellation de notre directeur

Suite aux assemblées générales organisées les 5 et 7 février à Soyaux et Cognac, les 3 syndicats ont relayé la décision prise par les agents de se mettre en grève le 14 février, de faire de cette date une journée morte à la DDFIP et d'interpeller notre directeur sur notre présent, le mal-être de plus en plus prégnant dans tous les services et sur notre devenir,

Nous nous sommes donc rendus à la direction à 10 heures afin d'obtenir des réponses de notre directeur sur ses projets en matière de « géographie revisitée », terme on-ne-peut-plus provocateur pour évoquer la destruction pure et simple de la DGFIP... (nous y reviendrons dans notre prochaine publication).

Une cinquantaine d'agents étaient présents (pour environ 30 % de grévistes).

M ROQUES a accepté de nous recevoir et d'écouter ce que les agents avaient besoin d'exprimer.

Reconnaissons lui la volonté d'être à l'écoute et de tenter d'apporter des réponses, bien qu'insuffisantes et insatisfaisantes....

Merci aux collègues qui se sont exprimés et à ceux qui nous ont confié leurs doléances.

Pour résumer :

Pas d'informations officielles, et le peu que nous avons entendu n'est pas de nature à nous rassurer totalement !

Il est évident, en lisant les comptes-rendus des autres départements, que la consigne a bien été donnée aux directeurs par Bercy de ne rien dévoiler sur les projets locaux. Les directeurs, comme nous, échangent entre eux : ainsi le DRFIP de Paris a-t-il parlé de notre action aux agents parisiens !

Pour nous c'est bien le signe que nos actions ont de l'importance ! C'est le moment de ne rien lâcher, d'agir, de nous défendre !

Pour rappel, allez jeter un œil sur les actions en cours partout en France sur [Solid'Actions](#)

Dans le détail :

Voici ce que nous avons appris :

- La date butoir du 15 février (date pour la remise à la DGFIP par les directeurs de leurs projets locaux) est repoussée sine die jusqu'au moins la fin du grand débat national.
- En matière de suppressions d'emploi et de restructurations de services, notre directeur a refusé de dévoiler ses intentions. Cependant, il a quand même distillé quelques informations :
 - Oui, la volonté à terme est d'arriver dans un département comme le nôtre à 2 SIP et 2 SIE, donc à concentrer un maximum de services dans un site unique.
 - La montée en puissance des SAR (Services d'appui au réseau), notamment la possible mise en place d'un SAR « paie »
 - La communauté d'agglomération du Grand Cognac s'est dite intéressée par la création d'une agence comptable... Bien évidemment, nous n'en serons pas plus !

CEPENDANT, en écoutant bien son discours, il nous a paru comprendre que les réformes telles que les agences comptables ou toute autre externalisation ne le rendent pas enthousiaste. Il préférerait procéder à des concentrations de service plutôt que perdre nos missions.

Les échanges se sont terminés sur une réelle tension entre les agents et le directeur.

Est-ce pour cela que ce dernier s'est permis dans la presse des propos désagréables, notamment pour les collègues de Cognac ?

« Quant à Cognac, il y a peut-être un problème d'organisation à revoir pour faire descendre des personnels des bureaux à l'accueil et différer certaines missions de contrôle pour prioriser l'accompagnement du prélèvement à la source ».

Les propos du directeur ont d'ailleurs été plus détaillés et précis envers la presse qu'envers nous !
On apprécie la considération !

[Relisez les articles sur notre page.](#)

Peut-on être satisfaits de cette rencontre ? NON, bien évidemment que NON !

Enfin , nous avons appris à notre grande surprise que la plupart des informations concernant le mal-être au travail, les incidents entre collègues ou avec les usagers ne parvenaient pas systématiquement à notre directeur.

Nous allons donc veiller avec la plus grande vigilance à ce que rien de ce qui concerne la vie des agents ne soit passé sous silence !

Et nous vous le répétons avec conviction n'hésitez jamais à rédiger des fiches de signalement, peut-importe le sujet ou la gravité des incidents. Vous savez bien que les paroles s'envolent mais que les écrits restent.

**Les représentants au CHSCT sont encore là pour 4 ans
et nous comptons bien assumer pleinement notre rôle !**

Le mois de mars sera le mois de la DGFIP.

En effet, c'est fin mars que sera négocié le contrat objectifs-moyens pour la DGFIP, pour les 3 prochaines années.

C'est maintenant ou jamais que nous sauverons notre service public, nos missions, nos emplois.

Dans cette période où l'actualité sociale est chargée, où les attaques contre la fonction publique n'ont jamais été aussi violentes (cf projet de réforme de la fonction publique), soyez assurés que Solidaires Finances Publiques ne lâchera rien.

C'est par l'action collective que le progrès et la justice sociale ont toujours été obtenus !

Solidaires Finances Publiques - LA FORCE DU NOUS

Suivez-nous sur le site de [Solidaires Finances Publiques](#) et sur [notre page Facebook](#)